

Brochure n° 3363

Convention collective nationale

IDCC : 2785. – **SOCIÉTÉS DE VENTES VOLONTAIRES  
DE MEUBLES AUX ENCHÈRES PUBLIQUES  
ET DES OFFICES DE COMMISSAIRES-PRISEURS JUDICIAIRES**

---

ACCORD DU 9 JANVIER 2019  
RELATIF AUX SALAIRES ET À LA VALEUR DU POINT AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2019

NOR : ASET1950415M

IDCC : 2785

Entre :

SYMEV ;

CNCPJ ;

SNCPJ,

D'une part, et

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

FSE CGT ;

SPCPSVV CFE-CGC ;

FESSAD UNSA,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le présent accord s'applique à tout le personnel salarié des commissaires-priseurs judiciaires exerçant à titre individuel ou sous forme de société civile professionnelle, des sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques et de leurs organisations professionnelles, sur le territoire métropolitain et les départements d'outre-mer.

La valeur du point est portée au 1<sup>er</sup> janvier 2019 à 9,39 €.

Le salaire minimum conventionnel de base, pour la durée légale de travail, correspond au produit du coefficient par la valeur du point, augmenté d'une partie fixe de 78,06 €.

Soit une augmentation de 2,10 %.

## Barème des salaires

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE DE BASE	
	1 <sup>er</sup> juin 2018	1 <sup>er</sup> janvier 2019
160	1 590,76	1 624,17
165	1 594,45	1 627,41
180	1 732,45	1 768,26
190	1 824,45	1 862,16
195	1 870,45	1 909,11
200	1 916,45	1 956,06
210	2 008,45	2 049,96
220	2 100,45	2 143,86
230	2 192,45	2 237,76
245	2 330,45	2 378,61
275	2 606,45	2 660,31
290	2 744,45	2 801,16
300	2 836,45	2 895,06
330	3 112,45	3 176,76
350	3 296,45	3 364,56
365	3 434,45	3 505,41
370	3 480,45	3 552,36
380	3 572,45	3 646,26
450	4 216,45	4 303,56

### Article 1<sup>er</sup>

Le présent accord est déposé à la DDTEFP et au conseil des prud'hommes de Paris.

### Article 2

*Mesures spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.*

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1, les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord portant sur les minima conventionnels applicables aux salariés de la branche n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, ceux-ci doivent s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise *a fortiori* dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés.

### Article 3

Le présent accord fait l'objet d'une demande d'extension.

Fait à Paris, le 9 janvier 2019.

(Suivent les signatures.)